

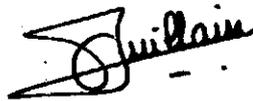


POLE	SHS
N°	5
TITRE	Régions d'Europe et Territoires

Annexe A : Plans de financement

Dossier validé et transmis par le Responsable scientifique du projet intégré

06/10/2011 Rachel GUILLAIN



Structure Fédérative : Date et signature du Directeur de la structure

Nota :

Programme FABER : signature du demandeur et du directeur de laboratoire sur la
fiche FABER

demandes d'allocation de thèse, signature du Directeur de l'Unité et du Directeur de

**PARI ACTION 6 PROJET INTEGRE SHS 5 - Régions d'Europe et Territoires -
Fiche de synthèse 2012**

Opérations / dispositifs	Etablissement maître d'ouvrage	Intitulé de l'opération	Coût de l'opération	TTC	Soutien sollicité	Montant cofinancement	Cofinancier	Ordre de priorité de l'opération.
				HT				
Equipements	INRA	Les espaces naturels et ruraux dans la recomposition territoriale : serveurs de collecte des données	10 206 €	HT	7 000 €	3 206 €	INRA	
Poursuite d'un contrat d'étude 2011	uB	Interactions multi-niveaux dans les régions européennes : quels impacts sur le développement économique ?	52 000 €	TTC	49 000 €	3 000	Université de Bourgogne LEG	1
Nouveau Contrat d'étude	uB	MOVIDA	141 444 €	TTC	31 444 €	110 000 €	MEDDTL ADEME	3
Nouveau Contrat d'étude	INRA	Les espaces naturels et ruraux dans la recomposition territoriale	18 000 €	HT	9 000 €	9 000 €	ministère environnement et INRA	
Nouveau Contrat d'étude	uB	Les nouvelles disparités territoriales et sociales d'accès au commerce en Bourgogne liées au développement de la vente en ligne	41 548 €	TTC	26 000 €	16 548 €	MEDDTL	4
C FABER : PRESENTATION DU CANDIDAT AU PROGRAMME	uB	Valorisation territoriale du Parc naturel régional du Morvan par le tourisme et les loisirs sportifs	18 000 €	TTC	18 000 €		Parc Naturel régional du Morvan (convention)	5
C FABER Equipement								
C FABER Contrat d'Etude								
C FABER Thèse (D1)								
C FABER Post-Doctorant								
ALLOCATION DE THESE								
D2 Allocation de thèse Cofinancement 60% CRB + 40% entreprise								
D 3. allocation de thèse cofinancée par les organismes de recherche, établissements								
D4 allocation de co-tutelle internationale de thèse au sens de l'arrêté du 5 janvier 2006								
E Allocation post-doctorale	uB	Interactions multi-niveaux dans les régions européennes : quels impacts sur le développement économique ?	42 000 €		42 000 €			2
H Promotion de la recherche / coopération internationale								
S/TOTAL INRA			28 206 €	HT	16 000	12 206		
S/TOTAL Université de Bourgogne			204 902 €	TTC	165 444	129 648		

Fiche CONTRAT D'ETUDE : BUDGET PREVISIONNEL

⇒ Regrouper sur cette fiche les coûts internes de l'opération

Responsable scientifique du contrat d'étude :

Rachel Guillain

2e tranche contrat d'étude 2011

LEG

intitulé de l'opération :

Interactions multi-niveaux dans les régions européennes : quels impacts sur le développement économique ?

régime fiscal : TTC

Argumentaire scientifique à joindre en fichier annexe

CHARGES	MONTANT EN EUROS	PRODUITS	MONTANT EN EUROS
I. Charges directes affectées à l'action		I. Ressources directes affectées à l'action	
60 – Achat		70 – Vents de produits finis, prestations de services, marchandises	
Prestations de services (dont sous traitance)			
Achats matières et fournitures			
Autres fournitures (dont dépenses de petits équipements)	8000		
		74- Subventions d'exploitation	
Locations		Etat: (précisez le(s) ministère(s) sollicité(s))	
Entretien et réparation			
Assurance		Région(s):	49000
Documentation	1500		
62 - Autres services extérieurs		Département(s):	
Rémunérations intermédiaires et honoraires (dont stagiaires)			
Publicité, publication, traduction	1500	Commune(s):	
Déplacements, missions	23000		
Services bancaires, autres		Organismes sociaux (à détailler) :	
63 - Impôts et taxes		Fonds européens	
Impôts et taxes sur rémunération		Agence de service et de paiement (emploi aidés)	
Autres impôts et taxes		Autres aides, dons ou subventions affectées	
64- Charges de personnel		Laboratoire d'Economie et de Gestion	3000
Rémunération des personnels	12000		
Charges sociales	6000	75 - Autres produits de gestion courante	
Autres charges de personnel			
Total des charges		Total des produits	
66- Emploi des contributions volontaires en nature		87- Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	52000	TOTAL	52000

PIECES A FOURNIR :

- ⊙ Devis de sous-traitance
- ⊙ Devis des petits équipements
- ⊙ Consommables : liste descriptive et estimation des montants
- ⊙ Lettres d'engagement de cofinancement/autofinancement

*

B1 Annexe scientifique à la demande de fonctionnement (contrat d'étude)

Intitulé de l'opération : Interactions multi-niveaux dans les régions européennes : quels impacts sur le développement économique ?

RESPONSABLE SCIENTIFIQUE DE L'OPERATION :

Nom Prénom	Guillain Rachel
Unité de recherche	Laboratoire d'Economie et de Gestion
Equipe interne	
Coordonnées mail	guillain@u-bourgogne.fr
Coordonnées tel et fax	03 80 39 35 23 03 80 39 54 43

LISTE NOMINATIVE DES PARTICIPANTS A L'OPERATION

Etablissement	Nom Prénom	Grade et fonctions	Temps de travail dédié à la réalisation du programme scientifique en % d'ETP
Université de Bourgogne	Catherine Baumont	PR	50
Uni Libre de Madrid	Coro Chasco Yrigoyen	PR	20
Université de Franche-Comté	Marie-Line Duboz	MCF	20
Université de Bourgogne	Rachel Guillain	PR	80
Université de Bordeaux IV	Aurélie Lalanne	MCF	70
Université de Bourgogne	Benjamin Laurent	ATER	20
Université de Franche-Comté	Julie Le Gallo	PR	20
Université de Bourgogne	Diègo Legros	MCF	50
	Mr ou Mme X	Doctorant JCE	80
	Mr ou Mme Y	Post-Doc	100

- Présentation du programme scientifique faisant l'objet de la demande : objectifs visés

Le développement économique et la compétitivité des régions européennes font l'objet de politiques tant aux niveaux régional, que national et européen. Les enjeux du développement polycentrique (SDEC), la mise en place de politiques sectorielles visant à accroître la compétitivité des territoires, l'agenda de Lisbonne pour le développement d'une économie de la connaissance, le soutien aux réseaux métropolitains et à la croissance tirée par les villes, mais aussi les politiques de développement des régions rurales... illustrent ensemble la complexité de la croissance et du développement équilibré de l'espace communautaire.

Cependant, une logique commune est au cœur de ces différentes politiques : celle de la valorisation des effets de débordements (« spillovers ») issus des interactions entre les différents territoires européens, que ce soit les spillovers issus des régions proches (effets spatiaux de proximité), ceux associés aux régions ou aux territoires appartenant aux mêmes réseaux (économies de réseaux) ou possédant des caractéristiques similaires qui les « rapprochent » (effets de « proximités »). Les effets de débordement peuvent ainsi être à l'origine d'effets induits de développement et la question du développement économique des régions, comme celle du développement équilibré de l'espace communautaire, renvoient alors largement à la possibilité de bénéficier de ces effets de débordement comme à celle des mécanismes qui en sont à l'origine : les interactions.

De plus, les politiques s'inscrivent dans un contexte modulé par les processus de globalisation, de métropolisation et d'intégration européenne qui ont conduit à de profondes transformations dans l'organisation des interactions entre les régions européennes. Ces interactions sont complexes parce qu'elles unissent les territoires à des échelles géographiques différentes avec des imbrications administratives hiérarchiques, qu'elles se produisent entre des territoires aux caractéristiques différentes et enfin parce qu'elles sont associées à différents types de coûts.

Apprécier la complexité des interactions multi-niveaux à l'œuvre au sein de l'Union Européenne Elargie, modéliser ces interactions et évaluer leurs impacts en termes de spillovers sur le développement et la structure économique des régions européennes reste un défi pour l'économie régionale. Plus précisément, nous proposons d'apprécier de quelle manière, les dynamiques économiques des régions européennes sont influencées par différentes formes d'interactions établies : soit au

sein de réseaux (économies de réseaux au sein des réseaux métropolitains régionaux ou au sein du réseau des villes globales), soit en dépendance par rapport à des régions leaders. Par ailleurs, nous souhaitons évaluer comment les dynamiques économiques sont liées à différentes formes de proximité (géographiques, hiérarchies administratives et institutionnelles, culturelles...). Nous articulerons dans le même temps ces structures d'interactions avec les coûts des interactions. Une attention particulière sera apportée à l'évolution des structures sectorielles des régions afin de préciser, d'une part, les logiques d'articulation économiques et fonctionnelles entre les territoires de l'Union et, d'autre part, dans une démarche prospective, les politiques de développement économique régional.

Résultats escomptés :

Ce projet permet de mieux situer les enjeux pour les régions et notamment la région Bourgogne dans le contexte européen. Plus particulièrement, il s'agit, en premier lieu, d'identifier quelles types d'interactions sont primordiales (interactions hiérarchiques, interactions de proximité, interactions de réseaux) et il est à attendre que l'importance des interactions varie avec les caractéristiques internes des régions. En second, il est important de déterminer si une région est à l'origine d'effets de débordement sur les régions voisines ou dans les réseaux auxquels elle appartient. De plus, il faut déterminer si elle est bénéficiaire net d'effets de débordement ou seulement source d'effet de débordement. L'enjeu se situe au niveau des politiques de développement régional : si une région n'est pas bénéficiaire net, il est nécessaire d'expliquer pourquoi et comment elle peut le devenir. Si elle est bénéficiaire, l'identification des dynamiques en œuvre doit permettre d'identifier les secteurs économiques porteurs et les régions européennes qui pourront s'associer à ces dynamiques de développement et de croissance.

Calendrier prévisionnel de réalisation :

L'ingénieur d'étude sera embauché au mois de janvier pour une durée de six mois.

Le post-doctorat commencera en octobre.

En novembre, 3 chercheurs iront en mission à la RSAI (colloque majeur de Science Régionale qui a lieu aux Etats-Unis).

En juin - juillet, 2 chercheurs iront en mission à la Spatial Econometrics Association (colloque majeur en économétrie spatiale, une fois en Europe, une fois aux Etats-Unis, en 2013, il aura lieu en Europe).

De janvier à octobre, Aurélie Lalanne fera 4 séjours au laboratoire.

Coro Chasco Yrigoyen fera un séjour en juin au laboratoire et Rachel Guillain un séjour à Madrid en septembre.

De septembre à juin, deux chercheurs participeront au cycle de conférence organisée à Paris à l'ENA en formation continue (gestion et développement des territoires) ainsi qu'aux conférences organisées par la DATAR, le PUCA et ESPON.

Livrables proposés :

Deux types de valorisation sont attendus. L'un classique en SHS est la publication des résultats de la recherche, sous forme d'articles, dans des revues à comité de lecture. L'expérience de l'équipe de recherche dans ce domaine permet de viser des revues internationales de rang A en science régionale mais aussi, compte tenu du sujet (économie européenne, économétrie), en économie générale. Le second est le développement d'une méthode empirique originale d'analyse des effets externes multi-échelles (réseaux, proximités) et multi-niveaux (villes - régions - pays) passant par l'écriture de programmes informatiques spécifiques pour mener à bien ces analyses qui viendront alimenter les toolbox de logiciels scientifiques (de type Matlab par exemple).

L'invitation de chercheurs au cours du programme permettra également de valoriser le potentiel de recherche de la région Bourgogne, via le Laboratoire d'Economie et de Gestion d'accueil de ces chercheurs : Aurélie Lalanne, Maître de Conférences à Bordeaux IV depuis la rentrée universitaire, rejoint l'équipe et fera des séjours de recherche au laboratoire (4 fois une semaine). Les contacts avec l'Université libre de Madrid (qui ont déjà donné une publication dans le cadre d'un PARI) sont toujours d'actualité avec notamment le maintien de deux séjours annuels de Coro Chasco Yrigoyen.

Fiche CONTRAT D'ETUDE : BUDGET PREVISIONNEL

Responsable scientifique du contrat d'étude :

Olivier GALIBERT

nouvelle opération

Maison des Sciences de l'Homme de Dijon

intitulé de l'opération :

MOVIDA

régime fiscal

 TTC HT*Argumentaire scientifique à joindre en fichier annexe*

CHARGES	MONTANT EN EUROS	PRODUITS	MONTANT EN EUROS
I. Charges directes affectées à l'action		I. Ressources directes affectées à l'action	
60 - Achat		70 - Vente de produits finis, prestations de services, marchandises	
Prestations de services (dont sous traitance)	3588		
Achats matières et fournitures			
Autres fournitures (dont dépenses de petits équipements)			
		74- Subventions d'exploitation	
Locations		Etat: MEDDTL	70000
Entretien et réparation		ADEME	40000
Assurance		Région(s):	31444
Documentation	3588		
62 - Autres services extérieurs		Département(s):	
Rémunérations intermédiaires et honoraires (dont stagiaires)	11088		
Publicité, publication		Commune(s):	
Déplacements, missions	25680		
Services bancaires, autres		Organismes sociaux (à détailler) :	
63 - Impôts et taxes		Fonds européens	
Impôts et taxes sur rémunération		Agence de service et de paiement (emploi aidés)	
Autres impôts et taxes		Autres aides, dons ou subventions affectées	
64- Charges de personnel			
Rémunération des personnels	97500		
Charges sociales		75 - Autres produits de gestion courante	
Autres charges de personnel			
Total des charges		Total des produits	
86- Emploi des contributions volontaires en nature		87- Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	141444	TOTAL	141444

PIECES A FOURNIR :

- ☉ Devis de sous-traitance
- ☉ Devis des petits équipements
- ☉ Consommables : liste descriptive et estimation des montants
- ☉ Lettres d'engagement de cofinancement/autofinancement

*

DESCRIPTION DU PROJET DE RECHERCHE / MOVIDA

Les villes en transition : de nouveaux terrains de recherche interdisciplinaire – Le cas de la Fontaine d'Ouche »

Responsable scientifique

Nom : Galibert

Prénom : Olivier

Qualité : Maître de conférences

La problématique de la transition socio-écologique, qui concerne tous les champs de l'activité humaine, est une préoccupation majeure à toutes les échelles de gouvernance. Face au changement climatique et à l'épuisement des ressources, Il convient d'envisager un changement anthropologique qui permettent de préserver notre planète tout en conciliant le progrès sociale et la performance économique (cf. Rapport de la commission Stiglitz¹). Les modèles de consommation des pays économiquement avancés, très dispendieux, se trouvent au cœur du problème, mais également nous l'espérons de la solution par le réveil progressif de la conscience écologique des individus et des sociétés. Dès lors, comment mobiliser les citoyens autour de conduites éco-responsables ? Nous souhaitons, au travers de l'appel à projet MOVIDA, identifier les leviers d'une consommation plus durable en les situant dans une dynamique territoriale observée à l'échelle d'un ou plusieurs petits territoires, qui seront autant de terrains d'expérimentation Cette démarche, qui articule plusieurs approches disciplinaires) entend éclairer les dimensions psycho-sociologiques et communicationnels de la consommation sans négliger les aspects géographiques et économiques.

Le choix d'un terrain commun et heuristique : Le quartier de la Fontaine d'Ouche à Dijon

Une « ville en transition » (Hopkins, 2005) est une cité dans laquelle se déroule une « initiative de transition », un processus impliquant la communauté urbaine et visant à assurer « la résilience » des citoyens² face aux défis, que représentent le pic pétrolier, l'hyper-consommation, la perte de la biodiversité, le réchauffement climatique ou le désengagement social et politique. Si la résilience est la propriété des systèmes à retrouver leur équilibre après une perturbation, dans le cadre des cités, la résilience est par exemple la capacité d'une population à ne pas s'effondrer aux premiers signes d'une pénurie de pétrole ou de nourriture.

Sensibilisée aux enjeux de la ville en transition, engagée dans un Plan climat territorial et un programme de prévention des déchets avec l'ADEME, la municipalité de Dijon, a proposé à la Communauté scientifique et à l'ADEME de prendre comme terrain de recherche, le quartier urbain de la Fontaine d'ouche et de ses alentours (parc naturel et zone rurale), pour étudier les freins et les leviers des habitants de ce territoire, aux changements de comportements visant à une réduction des consommations énergétiques au niveau de la vie quotidienne des ménages, à travers les fonctions existentielles : se loger, se nourrir, se vêtir, se déplacer, être reconnu...Ce territoire péri-urbain nous a immédiatement semblé propice à l'étude interdisciplinaire que nous souhaitions mettre en place. Mais au-delà de la facilité d'accès au terrain d'investigation, la structure sociologique et géographique du quartier nous apparaît comme très originale. En effet, sur un territoire restreint et une population de 9600 habitants, le quartier de la Fontaine d'Ouche, nous permet d'intervenir sur des habitants

¹ Stiglitz J.E., Fen A., Fitoussi J.P.(Rapport de la commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social. CMEPSP, 14 septembre 2009. [http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/rapport_francais.pdf]

² Capacité à rebondir par rapport aux crises financières, économiques, sociale, politiques et écologiques.

appartenant à ce qu'il est convenu d'appeler la « classe populaire » et concentre donc tout ou partie de la problématique urbaine des quartiers bénéficiant d'un contrat urbain de cohésion sociale (CUCS). C'est bien la place des populations modestes et des plus vulnérables (fort poids des ouvriers et des employés, revenus inférieures à la médiane, population âgée, etc.)³ dans la transition écologique que nous interrogerons ici. Cette problématique urbaine sera par ailleurs impactée par la dynamique collective en cours, sous l'impulsion de la municipalité, de diversification sociale du quartier. La prise en compte de la diversification sociale évitera le risque d'une approche socialement trop centrée, nous permettant de ne pas négliger l'étude une population de type « classe moyenne » résidant en habitat individuel au sein du quartier Fontaine. Par delà la dimension économique et sociale, l'originalité géographique de ce territoire nous apparaît très heuristique. En effet, le quartier englobe, en plus de ses zones urbaines, des zones naturelles qui pourraient être amenées à jouer un rôle dans les solutions de consommation ou de productions éco-responsables à envisager dans nos préconisations.

Ce quartier est actuellement au cœur d'une opération de renouvellement urbain (O.R.U.), dont l'objectif est d'améliorer le quotidien des habitants. La mairie de Dijon a lancé un questionnaire auprès des habitants à l'automne 2009, dans le but de faire participer tous les acteurs du quartier à son projet de rénovation urbaine (2007-2011). Cette grande consultation amorcée est un élément fondamental dans la libération de la parole et dans l'émergence d'une intelligence collective⁴. La consommation comme levier ou frein au comportement éco-citoyen sera d'autant mieux observable dans ce contexte. Les préconisations que nous pourrions fournir s'inscriront de fait dans une démarche participative déjà amorcée par tous les acteurs du quartier, notamment au travers des commissions de quartiers.

La diversité des habitants et de leur environnement direct, l'ensemble des mesures et des dispositifs visant à promouvoir la cohésion sociale et la protection de l'environnement, les possibilités de comparaisons socio-économiques, font du quartier de la Fontaine d'Ouche un laboratoire d'observation et d'expérimentation péri-urbain des pratiques de consommation éco-responsable.

Au delà de la facilité d'accès au terrain d'investigation, la structure sociologique et géographique du quartier nous apparaît comme très originale. En effet, sur un territoire restreint et une population de 9600 habitants, le quartier de la Fontaine d'Ouche, qui concentre tout ou partie de la problématique urbaine des quartiers dits « sensibles »⁵, nous permet d'intervenir sur des habitants appartenant à ce qu'il est convenu d'appeler la « classe populaire » tout en disposant d'une capacité à mobiliser une population de type « classe moyenne » résidant en habitat individuel. La place des populations les plus vulnérables dans la transition écologique est bien au cœur de notre projet, mais la diversité sociale du quartier est de notre point de vue un facteur essentiel de dynamique collective et un élément qui évitera le risque d'une approche socialement trop centrée. Par delà la dimension économique et sociale, l'originalité géographique de ce territoire nous apparaît très heuristique ; comme capacité à adapter les infrastructures dans un habitat mixte, collectif et individuel, englobant de surcroît en plus de ses zones urbaines, des zones naturelles qui pourraient jouer un rôle dans les solutions de consommation ou de productions éco-responsables à envisager dans nos préconisations.

Approche générale de notre recherche interdisciplinaire

Il s'agira d'évaluer la durabilité présente et à venir du quartier Fontaine par le prisme de l'analyse de leur pratiques et représentations consuméristes ; ces dernières étant prises dans un système et des stratégies d'acteurs institutionnels et organisationnels qu'il nous faudra également analyser. Notre

³ Lecrenais Christine, 2011 – Regard sur les quartiers du Grands Dijon. Dossier Insee Bourgogne Dimensions n°56, mai 2011. [http://www.insee.fr/fr/insee_regions/bourgogne/themes/dossiers/dossier_56.pdf]

⁴ Par « *intelligence collective* », nous entendons les capacités cognitives et comportementales résultant des interactions multiples entre des membres d'un groupe ou d'un réseau. Sous certaines conditions particulières, *la synergie* créée par la collaboration fait émerger des facultés de représentation, d'apprentissage et de création supérieures à celles des individus isolés.

⁵ Selon les modèles de répartition sociale élaborés notamment par la Municipalité d'Amsterdam (2000).

hypothèse est donc la suivante : Les habitants des quartiers urbains dits sensibles manifestent des formes particulières de résilience par rapport aux problèmes rencontrés dans le cadre de la transition écologique, résilience dont les solutions concrètes résulteront de moyens d'accompagnement et de mobilisation innovants, qu'ils soient technologiques, organisationnels ou communicationnels. Pour se faire, nous proposons une intervention déclinée en 4 axes :

- Axe 1 : une approche prospective des enjeux socio-économiques de la transition sur un territoire donné,
- Axe 2 : une étude des habitudes de consommation, de la place de la consommation dans la construction identitaire individuelle et collective éco-responsable.
- Axe 3 : une étude du rôle des producteurs, des distributeurs et des collectivités locales dans l'accompagnement participatif à cette transition socio-écologique
- Axe 4 : Une étude de la construction collective, de la diffusion voire de l'apprentissage des bonnes pratiques de consommation via des dispositifs communicationnels collaboratifs.

Nous revendiquons une approche interdisciplinaire opérant à un « méso-niveau », c'est-à-dire articulant un regard « micro » (dimension psychologique) et « macro » (dimension sociétale) sur le phénomène de la consommation durable. Pour se faire, nous appliquerons au phénomène de la consommation durable des problématiques et des méthodologies issues de la l'économie, de la géographie, de la psychosociologie et des Sciences de l'Information et de la communication. Cette approche interdisciplinaire n'est pas sans rappeler la méthodologie de Recherche-Action expérimentée par Egard Morin et ses collaborateurs à Plouzévet, en Bretagne en 1960 puisqu'il s'agit bien de concentrer sur un seul objet un nombre conséquent de chercheurs venus d'horizons différents. Cette expérience collective de transition sera mise en relation avec d'autres exemples de villes en transition, menées dans différents lieux de France, d'Europe et du monde. Cela devrait permettre d'établir des échanges fructueux inter-universitaires et internationaux : modèles de la municipalité de Fribourg en Allemagne, Copenhague, Amsterdam ou encore Berne dans la Confédération Helvétique. Echanges déjà largement amorcés via la participation de la MSH Dijon, en partenariat avec la MSHE de Besançon, dans le cadre du réseau INTI (International Network of Territorial Intelligence).

Nous nous proposons donc d'étudier les comportements consuméristes des habitants du quartier Fontaine et de proposer une réponse à l'hypothèse générale de notre étude via quatre axes qu'il nous faudra articuler dans un contexte de consommation "passive" (involontaire) : 1) Une approche prospective de l'évolution du quartier de la Fontaine d'Ouche considéré comme 'espace de consommation soutenable'⁶; 2) l'étude du rôle de la construction identitaire individuelle et collective sur la mise en place des pratiques et des représentations de la consommation durable chez les habitants ; 3) Le rôle de tous les acteurs et régulateurs de la chaîne de production locale et régionale dans cette transition vers une consommation durable ; 4) Une étude sur les dispositifs socio-techniques collaboratifs et participatifs d'accompagnement des consommateurs du quartier à la transition socio-écologique.

Gestion du projet de recherche

Notre gestion de projet se fera de manière collégiale autour des 4 équipes de recherche dans lesquelles se répartissent les chercheurs. Une réunion de coordination de projet aura lieu tous les mois et rassemblera les chercheurs, notre partenaire l'ADEME, ainsi qu'un représentant de la municipalité. Au démarrage de l'étude, une présentation du projet sera menée auprès des acteurs du quartier. Elle rassemblera là aussi tous les partenaires de l'étude. Cette réunion aura pour but de faciliter l'accès terrain tout en impliquant les habitants, les entreprises, les commerçants, et les institutions publiques présentes sur le quartier. Nous envisageons que le rapport « bilan mi parcours », ainsi que le rapport final, fasse l'objet d'une restitution publique auprès des habitants du quartier et de tous les autres acteurs de la consommation éco-responsable de ce territoire.

⁶ Collectivement "on" peut supporter les coûts induits sans nuire à une partie des citoyens (approvisionnement, communications, infrastructures).

Axe 1 : Le quartier Fontaine en perspective : un laboratoire de l'urbanisme durable ?

Nous proposons ici de situer le quartier Fontaine dans la dynamique urbaine des décennies à venir en utilisant la démarche de prospective. L'objectif est de construire des images contrastées pour 2040 afin de faire ressortir les enjeux sociaux et environnementaux de ce type de quartier dans une agglomération que l'on peut qualifier de ville intermédiaire. Pour cela, nous prenons appui sur un travail réalisé dans le cadre du programme Territoires 2040 de la DATAR⁷, consacré spécifiquement aux villes intermédiaires et à leurs espaces de proximité. Nous en présentons rapidement les hypothèses essentielles pour envisager les possibilités de transcription de deux scénarios particulièrement adaptés au site particulier de Fontaine. Il s'agit d'un scénario qui met l'accent sur les tensions sociales propres à ce genre de contexte et d'un scénario qui met l'accent sur les conséquences d'un resserrement spatial des modes de production et de consommation. L'usage de cet outil prospectif peut être particulièrement adapté à la conduite d'une réflexion approfondie sur les représentations que les habitants de Fontaines se font des évolutions possibles et souhaitables pour leur quartier.

Les principales hypothèses à partir desquelles sont tracées les évolutions envisageables pour les villes intermédiaires ont en commun un renchérissement significatif des coûts de communication. La baisse historique des coûts de transport est stoppée et inversée, portant de lourdes conséquences en termes de localisation des populations et des entreprises. La logique d'agglomération par laquelle étaient valorisées les externalités spatiales cède la place à des processus de différenciation économique et sociale en mesure d'affecter en profondeur les villes intermédiaires. Les localités se démarqueront par des conditions d'accès aux commodités de base et par des structures de prix nettement distinctes. Le système spatial dans lequel s'inscrivent les villes intermédiaires se révélera déterminant par les facilités de production qu'il ouvrira pour tout ce qui touche les transports et les échanges, l'accès aux biens alimentaires et manufacturés, aux sources d'énergie et aux services environnementaux. Du point de vue des groupes sociaux, les plus aisés souffriront peu de ces variations, ayant investi les centres historiques et les sites remarquables d'accès facile, notamment périurbains ; en revanche, les classes populaires ressentiront d'autant plus l'impact du renchérissement des denrées de base qu'elles seront reléguées dans les zones les moins accessibles et les plus dégradées. On peut alors supposer deux formes générales d'évolution que nous appliquerons au cas particulier du quartier de la Fontaine d'Ouche, selon que l'on porte l'accent sur les différenciations socio-spatiales et la logique de « circuits courts » induite (scénario 1) ou sur les conditions d'approvisionnement et de consommation durable (scénario 2).

Dans le scénario du laboratoire social, la tendance à la différenciation sociale et culturelle des communes et des quartiers sera progressivement amplifiée par le durcissement des conditions d'échange et de mobilité. Aux comportements habituels de rapprochement entre semblables s'ajouteront des réactions aux difficultés du quotidien favorables aux solidarités internes du groupe d'appartenance. Tous les ingrédients du communautarisme seront ainsi réunis. Qu'il s'agisse d'une forme revendiquée ou d'une forme subie, dans le système spatial des villes intermédiaires, la taille réduite des communautés en question n'aboutira toutefois pas à la constitution de ghettos ni de formes sociales autonomes. Il y aura accentuation des différenciations socio-spatiales, mais celles-ci ne produiront pas d'exclusion ni de coupure radicale entre les groupes. Du fait de leur taille trop restreinte pour autoriser une auto-suffisance, la juxtaposition des communautés conservera suffisamment de perméabilité pour que les échanges soient non seulement possibles mais encore

⁷ Le programme de prospective, lancé fin 2009, est composé de groupes qui abordent la dynamique d'évolution du territoire national selon 7 points de vue complémentaires, constituant des systèmes spatiaux qui contribuent aux transformations d'ensemble – les métropoles, les espaces de faible densité, etc. Le groupe des Villes intermédiaires a pris appui sur nos travaux au CESAER concernant notamment les relations ville-campagne.

productifs et créatifs. On assistera, dans certaines villes intermédiaires administrées sur un mode volontaire et relativement participatif, à des initiatives en faveur de la création sociale qui pourront concerner tous les groupes et surtout les plus défavorisés. Ces communautés contraintes à l'inventivité seront notamment sources de nouvelles manières de produire et d'échanger, en jouant sur la proximité pour simplifier les circuits.

Dans le scénario du laboratoire vert, la montée d'un impératif écologique encadrant les pratiques et contraignant tous les espaces, connaît une orientation particulière dans le système spatial des villes intermédiaires. Imaginons que l'on se rapproche d'une prise en compte effective des coûts collectifs des principales marchandises, par leur impact en émission de GES, en destruction de ressources non renouvelables et en modification de ressources renouvelables, les espaces d'échange seront inévitablement resserrés. Les pratiques de consommation s'orienteront vers une certaine sobriété, excluant rapidement tout produit à fort impact sur les biens collectifs, afin d'instaurer une consommation raisonnée pour éviter la diffusion de théories liées à une décroissance globalisée et unilatérale des systèmes en place. Sur le principe des Agenda 21 et des travaux collaboratifs élaborés dans le cadre de l'ICLEI (*Local Governments for Sustainability*), la combinaison des réalisations publiques et privées permettra d'atteindre un certain niveau de bouclage du système sur lui-même, par économie de flux entrants, recyclage des déchets ou réemploi des biens usagés. Toute une variété de réalisations marquera les sites selon leur histoire et leur position, leurs moyens et leurs politiques. Certaines localités, vives à réagir, gagneront en image, donc en attractivité, sur cette nouvelle modernité faite de sobriété et de volontarisme. D'autres auront privilégié les périmètres restreints et la défense des positions établies ; elles souffriront rapidement d'un épuisement des ressorts antérieurs de développement. Dans tous les cas, les effets des transformations sur la vie de la cité seront considérables, et le sort des groupes sociaux les moins bien lotis constituera toujours une réelle source de difficulté pour la réussite de la transition.

Les enjeux de ces scénarios sont globalement des enjeux de changement structurel, dont le système spatial des villes intermédiaires comme Dijon constitue un maillon essentiel. Le premier enjeu est celui de la combinaison d'un cadre imposé et de changements de pratiques acceptés. Il dépasse le cas des villes intermédiaires mais y trouve une transcription particulière, en proposant des solutions effectives, en fabriquant les conditions de l'adhésion et en gérant les différences sociales à l'origine ou en conséquence des mutations à l'œuvre. Cet enjeu est fondamentalement politique, rendu possible par la médiation scientifique. Le deuxième touche à l'innovation technologique et organisationnelle. La cohérence d'ensemble des nouveaux systèmes sociotechniques dépend de multiples inventions et améliorations des manières de produire et de consommer. La fonction de laboratoire des villes intermédiaires, et particulièrement de quartiers comme le quartier Fontaine à Dijon, repose sur la disposition des ressources, en particulier en termes de compétences, permettant la mise au point de solutions localisées. Le troisième enjeu concerne l'urbanisme en tant que capacité collective à organiser la circulation des hommes et des biens, mais aussi des informations et des idées. L'espace public demeure le support de ces passerelles où la liberté de passage sera de plus en plus difficile à préserver. De la fluidité préservée dépendent les opportunités de création et d'innovation sociale.

Methodologie :

De tels scénarios sont construits à dire d'expert, en confrontant la situation actuelle du système en question avec les processus qui permettent de penser les changements d'état. Ils ont l'avantage de schématiser en quelques figures synthétiques et relativement cohérentes la complexité des combinaisons possibles. Les images du futur urbain qu'ils permettront de projeter sur le quartier de la Fontaine D'Ouche en 2040 sont des outils que l'on pense utiliser en support d'échange dans le quartier. Il ne s'agit pas de rechercher le scénario le plus plausible ni le plus désirable, mais de faire jouer les tendances de demain pour éclairer les enjeux d'aujourd'hui. De façon pragmatique, des débats avec les comités de quartier permettront de recueillir les traits principaux des représentations des habitants face aux réalités sociales qu'ils vivent et aux transformations qu'ils appréhendent.



Axe 2 : La construction identitaire individuelle et collective autour des représentations et des pratiques de consommation éco-responsables chez les habitants de ce quartier

Contexte scientifique et objectifs

La recherche proposée dans cette phase s'inscrit essentiellement dans le champ de la psychologie sociale et plus précisément de la catégorisation sociale et de ses développements en termes d'identité et de stratégies de management identitaire. Ses résultats pourront servir à accompagner la municipalité dans les efforts menés pour endiguer les effets pervers d'un sentiment d'appartenance au territoire (le quartier, la rue, le bâtiment) qui se nourrit d'un sentiment violent d'exclusion.

Depuis Tajfel, de nombreuses recherches ont montré que la division d'un ensemble humain en sous-groupes avait pour effet d'introduire des distorsions dans la perception, dans l'évaluation et dans le comportement (Tajfel & Wilkes, 1963 ; Tajfel, Sheikh & Gardner, 1964 ; Tajfel, Billig, Bundy & Flament, 1971). Ces deux derniers effets ont été interprétés comme servant à renforcer l'estime de soi. En d'autres termes, les individus se définissant à travers leur appartenance groupale vont chercher à construire une identité sociale favorable en mettant en place un système de comparaison intergroupe favorable qui s'appuie sur les croyances sociales (e.g. Tajfel & Turner, 1979 ; voir aussi Ellemers, 1993) centrées sur la perméabilité des frontières des groupes, le statut relatif des groupes en présence, et la légitimité et la stabilité de ces relations liées au statut.

La Théorie de l'Auto-Catégorisation (Tajfel & Turner, 1986 ; Turner, Hogg, Oakes, Reicher & Wetherell, 1987) complexifie le modèle en positionnant l'identité sociale relativement à l'identité culturelle et l'identité individuelle. De fait, il existerait trois niveaux identitaires : le niveau supra-ordonné, qui se caractérise par la similarité des membres de l'univers de référence qu'il institue, le niveau intermédiaire, qui se caractérise par la mise en opposition des catégories les plus extrêmes, et le niveau subordonné, lieu d'émergence de l'identité personnelle caractérisée par la pluralité due aux particularités de chacun. Ainsi, le quartier permet l'expression d'une identité collective (niveau supra-ordonné). Le partage de ce territoire en termes d'occupation, d'investissement ou d'usage de lieux privilégiés⁸ permet également l'expression d'identités catégorielles (niveau intermédiaire). De même qu'à l'intérieur de ces quartiers se nouent des relations intimes renvoyant aux identités personnelles (niveau subordonné).

Cependant, les appartenances ne sont pas des paramètres figés qui s'imposent au sujet réduit à un rôle d'automate mais résultent d'une stratégie qu'il met en œuvre pour se valoriser, certaines voies, entre les différentes identités, étant moins résistantes que d'autres. Nous proposons, à la suite des travaux relatifs au quartier comme espace de consommation durable (groupe 1), d'explorer ces voies au vu de ce que le quartier permet comme identification (étude 1). Nous proposons également de mettre au jour les représentations de la consommation (étude 2) de manière à repérer les éléments facilitateurs et inhibiteurs de la consommation durable. En effet, il est aujourd'hui attesté que les éléments centraux sont des éléments plus résistants aux actions de communication que les éléments périphériques (Guimelli, 1989). Enfin, nous proposons de repérer les facteurs favorisant les mobilisations collectives des différentes identités (étude 3). Ainsi, il deviendra possible de dégager les conditions les plus propices à une action centrée sur le passage vers la consommation durable comme élément constitutif d'une identité « valorisable » dans un quartier comme Fontaine.

Description du projet, méthodologie

⁸ Structures sportives, MJC, lieu de culte, commerces particuliers...

Cette partie de la recherche se déroulera dans le quartier Fontaine d'Ouche à la suite des travaux prospectifs de la première phase, en parallèle de l'étude des acteurs de l'offre locale de biens de consommation durable et en préalable à l'analyse des dispositifs socio-techniques de la troisième. Il est évident que la thématique identitaire collective autour du quartier peut cristalliser des tensions liées à un sentiment d'appartenance territorial exacerbé. Les chercheurs impliqués dans cette phase, conscients que cet élément doit être scientifiquement questionné (cf niveau identitaire supra-ordonné), construiront une approche du terrain qui ne participera pas de ce risque d'exacerbation identitaire. Par ailleurs, le travail sur une identité collective de quartier « possible » construite sur l'idée d'une consommation plus responsable pourra servir de modèle de cohésion sociale et engager positivement les échanges avec les autres quartiers de la ville de Dijon.

- La première partie de l'étude permettra de repérer la fluidité/résistance à passer d'un niveau identitaire à un autre. Il s'agira, à partir d'un questionnaire RepMut⁹, de repérer d'une part les points d'identification groupale impossible et d'autre part les points d'identification facilitant. Nous interrogerons au minimum 100 personnes par groupe de pratique ciblé (raisonnablement 2 dans le cas du projet MOVIDA).

- La deuxième partie de l'étude permettra de mettre au jour la représentation de la consommation en général (ou d'un produit particulier) en fonction des identités. Il s'agira, à l'aide d'un questionnaire de représentation sociale (essentiellement basé sur de l'association verbale), plaçant chaque habitant soit comme représentant de son quartier, soit comme membre d'un des groupes de pratique identifiés comme pertinents dans la différenciation sociale, soit comme personne unique, de recueillir sa représentation de la consommation. Il s'agira aussi de recueillir la nature et la force du lien au produit testé. Nous interrogerons au minimum 100 personnes dans chaque modalité.

- La troisième partie de l'étude permettra de repérer les facteurs favorisant la mobilisation de tel ou tel type d'identité. Il s'agira de mener des entretiens non directifs sur la vie du quartier auprès de personnes représentatives de ce quartier. L'échantillon sera déterminé dès le début de l'étude mais devrait *a minima* comprendre 30 personnes : 10 personnes interpellées en identité culturelle, 10 personnes en identité catégorielle et 10 personnes en identité personnelle.

Livrables :

- 1) État des relations entre différents groupes de consommateurs se sentant par ailleurs appartenir au quartier.
- 2) Représentation de la consommation existant au moment de l'enquête et contribution des niveaux identitaires (habitant du quartier, consommateur de tel produit, personne unique) à l'élaboration de cette représentation.
- 3) Listing des facteurs facilitant la mobilisation de chacune des identités.

⁹Le RepMut est un logiciel d'analyse des relations intergroupes conçu par le laboratoire Socio-Psychologie et Management du Sport de l'Université de Bourgogne et actuellement développé grâce à un financement Synerjinov. Il utilise une méthodologie adaptée des travaux sur les représentations sociales et doit permettre à terme un diagnostic rapide et automatique des relations intergroupes ou inter-catégorielles.

Axe 3 : Producteurs, distributeurs, collectivités locales : quel accompagnement vers une consommation éco-responsable des habitants de Fontaine d'Ouche ?

Au-delà donc d'une approche stricte du consommateur final, nous tenterons ici de mesurer l'implication des entreprises et des distributeurs du quartier de Fontaine d'Ouche au niveau de la consommation responsable, puis à réfléchir avec eux aux moyens de ne pas entraver la consommation responsable, mais au contraire de l'encourager, et d'en tirer un avantage concurrentiel. Une réflexion sera conduite sur leur comportement en matière d'achats. Cette démarche sera complétée par une analyse identique sur les services publics.

L'évolution du comportement des consommateurs est en cours. De nombreux producteurs alimentaires s'en inquiète à l'échelle planétaire afin de mieux en comprendre les orientations. Les produits de terroir, les appellations d'origine et les divers labels, les circuits courts, la valorisation des produits agricoles, sont présentés comme des réponses en marche, voire comme un savoir faire français et bourguignon. La transition socio-écologique ne se limitera pas à la recherche de technologies respectueuses de l'environnement, ni de mesures économiques contraignantes. C'est avant tout une série d'innovation sociale qui feront évoluer les comportements, en particulier au niveau de la consommation.

« Les consommateurs isoleront leurs logements, ils remplaceront leur voiture par une autre plus petite, ils marcheront, prendront des transports en commun. Ils seront moins mobiles.

Les entreprises réorganiseront leur logistique, innoveront en termes de produit et de processus, relocaliseront certaines activités, elles placeront leurs entrepôts près des gares, abandonneront les matières plastique pour le bois, rendront des produits plus facilement réparables ou les recycleront davantage.

Les États aménageront le territoire en prenant en considération le coût croissant du transport. Ils favoriseront les énergies renouvelables et les technologies fossiles "propres". »¹⁰

Ce travail sera aussi l'occasion de voir comment les évolutions liées à la transition socio-écologiques peuvent être portées par les réflexions, les dispositifs et les dynamiques impliqués par les productions de terroir, particulièrement avancées en France et en Europe du sud. Outre les aspects techniques qu'elles supposent (cahier des charges, aire géographique, inscription dans les savoir-faire et les usages locaux), elles réactivent un imaginaire du lieu et de l'identité territoriale, et modifient le regard sur la production et la consommation. Si la prise de conscience territoriale et la dimension communautaire, voire coopérative, sont présentes chez les acteurs des filières concernées, quelles sont les motivations des consommateurs, au-delà d'une recherche de la typicité organoleptique et de la distinction sociale ? La dimension de développement local durable est-elle présente ? Comment se manifeste-elle dans les comportements ? Quels liens sont établis avec la consommation bio, avec le commerce équitable, avec les « local food systems » et autres démarches de « locavores » ? Toutes ces questions pourront être intégrées à l'enquête sur les pratiques de consommation, de décision d'achat et d'achat.

Méthodologie et livrable

La première recherche-action concerne le comportement des entreprises en matière d'achat, d'une part, et à mesurer l'implication des entreprises et des distributeurs bourguignons au niveau de la consommation responsable, puis à réfléchir avec elles aux moyens de ne pas entraver la consommation responsable, mais au contraire de l'encourager, voire d'en tirer un avantage concurrentiel. La seconde

¹⁰ Commission Européenne, *Le monde en 2025*, p. 23

analyse concerne les responsables des collectivités publiques dont la consommation a un impact économique important et doit constituer un exemple aux yeux des citoyens. La troisième étude vise à analyser les pratiques de consommation, de décision d'achat et d'achat des habitants du quartier de Fontaine d'Ouches. Les résultats seront analysés et interprétés par des groupes d'habitants en référence à leurs définitions personnelles du bien être, des démarches qu'ils sont prêts à entreprendre pour l'améliorer et ce qu'ils attendent des entreprises et des pouvoirs public pour développer la consommation responsable.

Les trois analyses suivent le même protocole méthodologique :

- Une enquête par questionnaire auprès d'un échantillon représentatif fait l'objet d'un dépouillement quantitatif (tableaux simples et croisés) et d'une analyse qualitative (analyse factorielle des correspondances croisée avec une classification ascendante hiérarchique) qui permet de dégager des profils de comportement
- Des entretiens individuels auprès d'individus les plus représentatifs de chaque profil permettent d'approfondir les profils
- Un débat entre les personnes interviewées poursuit cette exploration

Elles se concluent par un rapport.

L'accompagnement à l'organisation d'un marché de proximité intégrant toutes les bonnes pratiques identifiées et analysées par les scientifiques et les parties-prenantes de l'étude pourrait constituer, à côté du projet de plateforme collaborative, un aboutissement de proximité, et médiatiquement valorisable pour les acteurs du quartier, et tous les parties-prenantes du projet.

Axe 4 : Fontaine d'Ouche : vers une transition socio-[techno] écologique

A la suite des conclusions prospectives de la première phase, des conclusions sur les représentations identitaires consuméristes et des indications sur les critères de mobilisation des forces citoyennes de la deuxième phase, il s'agit ici d'envisager les possibles dispositifs d'accompagnement de la transition socio-écologique du quartier Fontaine. Nous centrerons notre analyse sur l'étude des espaces de réflexivité où les personnes pourront exprimer leurs craintes, mais aussi valoriser les actions réussies, explorer leurs attitudes en fonction des situations, développer leur sentiment d'efficacité personnelle et collective. Ces réflexions doivent se comprendre comme la base discursive de prises de décisions collectives et individuelles favorisant la consommation responsable et durable. Ces réflexions s'inscrivent de fait dans une interrogation empirique du concept habermassien d'Espace Public (Habermas, 1993).

Un dispositif TIC¹¹ au service de l'accompagnement vers une consommation durable ?

De tels espaces existent déjà : Les commissions de quartier. Les commissions de quartier rassemblent des habitants volontaires tirés au sort pour siéger dans le cadre d'un mandat de 6 ans. Leur mission consiste à « [...]prendre en considération les besoins des habitants afin d'améliorer leur quotidien »¹². Si le rôle consultatif des commissions de quartier n'est pas à négliger, les thématiques abordées sont liées à des problèmes immédiats de proximité et d'habitat restreints à une certaine urgence (aménagement d'un square avec des bancs publics, etc.). Dès lors, comment sensibiliser les habitants de Fontaine à la thématique du développement durable et de la consommation responsable ? Comment faire émerger une concertation pérenne sur le développement durable du quartier et de ses acteurs économiques ? Comment accompagner la nécessaire transition socio-écologique du quartier en partant notamment du prisme de l'activité commerciale et économique ?

¹¹ Technologie de l'Information et de la Communication

¹² Site web de la municipalité de Dijon : <http://www.dijon.fr/les-conseils-de-quartier!0-66/>

Pour ce faire, nous proposons, compte tenu du taux d'équipement de plus en plus développé en matière de technologie de l'information et de la communication, de réfléchir à la mise en place d'un dispositif socio-technique innovant pour diffuser les bonnes pratiques de consommation durable. Nous questionnerons l'hypothèse d'une plateforme d'échange numérique expérimentale accessible de postes fixes (équipement à la maison, Espace Public Numérique) ou mobiles (smart phones, tablettes, ordinateurs portables), qui pourraient permettre à terme de mobiliser tous les acteurs locaux impliqués dans l'invention, la diffusion et la réception des bonnes pratiques de consommation durables que nous aurons identifiées dans les 3 phases précédentes.

La construction d'une plateforme numérique d'échange entre habitants du quartier pourrait jouer ce rôle de dispositif à la fois de diffusion de l'information, d'espace de discussions, de mobilisation des habitants à l'éco-responsabilité, ainsi qu'à l'initiative et l'innovation socio-écologique. L'hypothèse de la plateforme collaborative s'inscrit d'ores et déjà dans un projet de recherche menée dans le cadre de la MSH Dijon et dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par l'ADEME Bourgogne.

Verrous scientifiques

Mais le contour d'un tel dispositif socio-technique demeure à définir, dans la mesure où le déterminisme technique ambiant doit être dépassé au profit d'une approche raisonnée et critique de l'efficacité collaborative et participative de cette éventuelle future plateforme. La mise en place de cet outil sera soumise à des verrous scientifiques dont nous proposons une liste non-exhaustive :

- La logique de l'accès : Les habitants du quartier de la Fontaine d'Ouche ont-ils tous accès aux TIC et à Internet ?
- Les leviers et les freins d'intelligence collective en ligne : Comment arriver à mobiliser les habitants et les autres acteurs du quartier autour d'une plateforme d'échange en ligne ?
- La socialisation électronique : comment accompagner ou susciter une socialisation en ligne, qui puisse rendre effective la collaboration entre tous les usagers du dispositif ?
- L'ergonomie des interfaces et les environnements d'usage : Compte tenu du taux d'équipement et des usages des TIC à identifier, quelle type d'interface semble la plus appropriée pour faciliter l'appropriation du dispositif par les habitants ?
- L'articulation avec les espaces de discussions : les commissions de quartier constituent des espaces publics restreints (Miège, 2010) qui traduisent l'opinion publique des habitants et font pression sur les décisions politiques. Comment la plateforme d'échange numérique s'intégrera-t-elle à côté des autres dispositifs consultatifs ?
- La « durabilité » de la consommation en ligne : Est-ce que la consommation de services et d'information sur Internet est-elle elle-même éco-responsable ?

Méthodologie et livrable :

- *Phase documentaire / état de l'art* : étude des solutions techno-sociales d'accompagnement à la transition socio-écologique
- *Phase quantitative* : Une série de questions posées dans le cadre de l'enquête Phase 2 sur l'usage des dispositifs numériques et le taux d'équipement TIC des habitants du quartier Fontaine
- *Phase qualitative* : Une série d'entretiens exploratoires auprès des acteurs de l'intelligence collective du quartier Fontaine en nous focalisant sur les membres de la commission de quartier.
- *Phase ethnométhodologique* : Observation d'une commission de quartier pour comprendre la dynamique communicationnelle des acteurs impliqués
- *Rapport de synthèse sur la pertinence, les normes et la forme d'une plateforme collaborative* pour accompagner les acteurs du quartier vers une consommation éco-responsable

ORGANISATION DE LA PROPOSITION « Villes en transition »

FORCES VIVES SCIENTIFIQUES DU PROJET : La MSH DIJON et l'ADEME

La MSH Dijon mobilise pour ce projet les chercheurs de 4 laboratoires : CESAER (Sciences économiques et sociales appliquées aux mondes ruraux), CIMEOS (Sciences de l'Information et de la communication), SPMS (Psycho-sociologie), THEMA (Géographie et aménagement du territoire). La MSH Dijon représente l'Université de Bourgogne dans le cadre du projet européen « New life » (7^{ème} PCRD), coordonné par le réseau CA ENTI, et qui envisage la notion de bien être dans le cadre de la transitions socio-écologique en Europe. La MSH Dijon consacre l'un de ses axes stratégiques de développement à la thématique « Territoire et environnement » et coordonne les partenariats scientifiques des chercheurs SHS du Grand Campus avec le Conseil Régional de Bourgogne (projet PARI).

L'ADEME participe à la mise en oeuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable. Afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale, l'agence met à disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, ses capacités d'expertise et de conseil. Elle aide en outre au financement de projets, de la recherche à la mise en oeuvre et ce, dans les domaines suivants : la gestion des déchets, la préservation des sols, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, la qualité de l'air et la lutte contre le bruit.

EXPERIENCE DE L'EQUIPE INTERDISCIPLINAIRE / PROJET SIGNIFICATIF

Au-delà des compétences SHS sur l'appréhension des modes de consommation dans le cadre de la transition socio-écologique que nous déclinons, pour chacun des chercheurs, dans les CV que nous annexons à notre proposition, nous souhaitons insister ici sur un projet innovant qui symbolise l'expertise interdisciplinaire que la MSH Dijon autorise, ainsi que la politique partenariale qui est la notre pour mener à bien notre réflexion sur les villes en transition.

En région Bourgogne, l'ADEME souhaite innover en concentrant ses efforts sur une approche SHS (Sciences Humaines et Sociales) et transdisciplinaire de ces deux axes. En effet, sont appelées à l'exercice non seulement la psychologie, la sociologie mais aussi les sciences économiques, juridiques, l'histoire, la géographie, l'anthropologie et l'épistémologie, les sciences politiques, les sciences de l'éducation, les sciences de l'information et de la communication, les sciences de gestion (management), les sciences de l'écologie (éthologie, biologie...) et des sciences émergentes (neurosciences par ex...). L'ADEME a donc sollicité la MSH Dijon pour assurer la maîtrise d'œuvre d'une plateforme SHS qui mobilisera les compétences, connaissances et les énergies d'acteurs de l'environnement et du développement durable (établissements de recherche, associations, entreprises, collectivités territoriales, etc.) pour étudier le comportement des citoyens (et principalement les citoyens bourguignons) face aux enjeux multiples de la transition socio-écologique.

CALENDRIER DES OPERATIONS (Cf DIAGRAMME)

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

ANGELINI J., (2009), « De la complexité de l'action collective et du développement local. Gestion de la ressource informationnelle, structuration du virtuel et projet de territoire. », Colloque Eutic, Bordeaux, Actes du colloque.

ARMSTRONG, A.-H. et HAGEL, J.-H.(1997). Net.gain, expanding markets through virtual communities. Boston (USA). Harvard Business School Press, 1997.

BERNARD Françoise, (2010). « Pratiques et problématiques de recherche et communication environnementale: explorer de nouvelles perspectives », Communication & Organisation, 2010/1 n° 37, p. 79-89. |mis en ligne le02 mai 2011. URL : <http://communicationorganisation.revues.org/pdf1275>

HABERMAS, J. (1993). L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise. Paris, Coll. « Critique de la politique », Payot.

MIEGE, B. (2010). L'espace Public contemporain. PUG. Grenoble.

LIBAERT Thierry, (2010). Communication et développement durable, le pacte impossible. Édition PUF, "Développement durable et innovation inst", 192 p



Fiche CONTRAT D'ETUDE : BUDGET PREVISIONNEL

Responsable scientifique du contrat d'étude :

Benjamin Motte-Baumvol

nouvelle opération

THEMA

intitulé de l'opération :

Les nouvelles disparités territoriales et sociales d'accès au commerce en Bourgogne liées au développement de la vente en ligne

régime fiscal

 TTC HT

Argumentaire scientifique à joindre en fichier annexe

CHARGES	MONTANT EN EUROS	PRODUITS	MONTANT EN EUROS
I. Charges directes affectées à l'action		I. Ressources directes affectées à l'action	
60 – Achat		70 – Vente de produits finis, prestations de services, marchandises	
Prestations de services (dont sous traitance)	11 799		
Achats matières et fournitures			
Autres fournitures (dont dépenses de petits équipements)	1 899		
		74- Subventions d'exploitation	
Locations		Etat: MEDDTL	16 548
Entretien et réparation			
Assurance		Région(s):	
Documentation	4 000	Bourgogne	25 000
62 - Autres services extérieurs		Département(s):	
Rémunérations intermédiaires et honoraires (dont stagiaires)	7 800		
Publicité, publication	4 050	Commune(s):	
Déplacements, missions	12 000		
Services bancaires, autres		Organismes sociaux (à détailler) :	
63 - Impôts et taxes		Fonds européens	
Impôts et taxes sur rémunération		Agence de service et de paiement (emploi aidés)	
Autres impôts et taxes		Autres aides, dons ou subventions affectées	
64- Charges de personnel			
Rémunération des personnels			
Charges sociales		75 - Autres produits de gestion courants	
Autres charges de personnel			
Total des charges	41 548	Total des produits	
66- Emploi des contributions volontaires en nature		87- Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolet	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	41 548	TOTAL	41 548

PIECES A FOURNIR :

- ⇒ Devis de sous-traitance
- ⇒ Devis des petits équipements
- ⇒ Consommables : liste descriptive et estimation des montants
- ⇒ Lettres d'engagement de cofinancement/autofinancement

*

B1 Annexe scientifique à la demande de fonctionnement (contrat d'étude)

Intitulé de l'opération : Les nouvelles disparités territoriales et sociales d'accès au commerce en Bourgogne liées au développement de la vente en ligne

RESPONSABLE SCIENTIFIQUE DE L'OPERATION :

Nom Prénom	MOTTE-BAUMVOL Benjamin
Unité de recherche	THEMA
Equipe interne	
Coordonnées mail	benjamin.motte@u-bourgogne.fr
Coordonnées tel et fax	Tel. : 03 80 39 57 31 ; Fax : 03 80 39 39 10

LISTE NOMINATIVE DES PARTICIPANTS A L'OPERATION			
Etablissement	Nom Prénom	Grade et fonctions	Temps de travail dédié à la réalisation du programme scientifique en % d'ETP
Université Cergy-Pontoise	AUGEREAU Virginie	CR	60%
UB	BELIN-MUNIER Christine	MCF	20%
IFSTTAR	BELTON-CHEVALIER Leslie	CR	20%
IFSTTAR	DABLANC Laetitia	CR	10%
UB	MOTTE-BAUMVOL Benjamin	MCF	20%
UB	THEVENIN Thomas	PR	10%

- Présentation du programme scientifique faisant l'objet de la demande : objectifs visés

Le commerce à destination des particuliers (business-to-consumer) connaît de fortes évolutions depuis les années 1990 avec le développement de l'internet et de la vente en ligne. Cette « électronique » (Rallet, 2001a) offre la possibilité d'une séparation croissante des fonctions du commerce à destination des particuliers, notamment la vente en elle-même et la logistique de distribution (Dang Nguyen, 1999). La livraison à domicile s'est beaucoup développée dans ce cadre améliorant l'accès de populations et territoires à de très nombreux produits, notamment dans les espaces ruraux et périurbains.

Mais la distribution à domicile est coûteuse, nécessite une organisation logistique conséquente et répond mal aux attentes et contraintes d'emploi du temps de certaines catégories de population comme les actifs (Gratadour, 2001). Elle n'est pas universelle et ne semble pas pouvoir être généralisée, en particulier dans les territoires de faibles densités et pour les biens à faible valeur ajoutée. Ainsi, une rapide analyse de la vente en ligne de produits alimentaires frais montre que celle-ci n'est disponible que dans quelques centres urbains denses à des coûts qui découragent nombre de consommateurs potentiels. Face aux limites de la livraison à domicile, la distribution des produits achetés en ligne tend à être proposée de façon croissante dans des relais-livraison (Augereau et al., 2009), où le client vient chercher son bien à proximité de son domicile ou de son lieu de travail. Des réseaux tels que « Kiala », « Relais Colis » ou « So Colissimo » reposent sur des commerces de proximité, où sont mis à disposition les produits achetés le plus souvent en ligne. De manière analogue, le système « Drive » est proposé par un nombre croissant d'enseignes de supermarchés (Durand, 2010). Situés à côté des magasins ou dans de nouvelles installations ad-hoc, les « Drive » sont des emplacements proposés par les enseignes de la grande distribution généraliste (Auchan, Leclerc, Super U en France) où les consommateurs viennent retirer les courses qu'ils ont préalablement effectuées en ligne, sur des sites dédiés.

Le développement de ces formes alternatives de distribution va dans le sens d'une redéfinition de l'accessibilité géographique à une large gamme de produits. L'accessibilité géographique est entendue ici comme l'ensemble des contraintes spatiales, temporelles et modales pesant sur les déplacements nécessaire pour accéder à un bien. Partout où l'offre commerciale traditionnelle est réduite et distante, dans les espaces ruraux et périurbains en particulier, la livraison à domicile et en relais-livraison peut nourrir l'attente d'un nivellement des disparités d'accessibilité, par la multiplication des points de distribution. Toutefois, cette offre alternative ne s'inscrit pas

nécessairement en complément au commerce traditionnel : elle peut également s'installer dans les mêmes localisations ou s'y substituer renforçant les disparités territoriales existantes ou en créant de nouvelles.

Par ailleurs, pour de nombreuses populations sans voiture, âgées ou handicapées, les formes alternatives de distribution et en particulier la livraison à domicile, constituent une offre plus adaptée à leur moindre potentiel de mobilité, quel que soit le territoire considéré. Ces formes alternatives pourraient compenser les difficultés économiques, physiques ou psychocognitives qu'ils éprouvent pour accéder au commerce traditionnel. Mais, pour ce faire, ces populations doivent aussi maîtriser un média, comme Internet ou des formes de distribution avec lequel ils ne sont pas nécessairement familiers et face auxquels certains rencontrent là-aussi des difficultés. Ici encore, de nouvelles disparités socio-spatiales peuvent découler de l'irruption des formes alternatives de distribution venant bousculer l'offre commerciale traditionnelle.

Ce projet s'intéresse aux formes alternatives de distribution, dans la mesure où elles permettent de réinterroger la notion d'accessibilité des territoires et des populations aux biens tangibles et les inégalités qui y sont liées. L'objectif est d'étudier ces disparités socio-spatiales en Bourgogne, à la fois dans les espaces ruraux, périurbains et urbains dans un travail de recherche structuré selon trois axes :

- un diagnostic territorial des évolutions des offres locales
- une analyse des réseaux et des jeux d'acteurs de la distribution et de la logistique
- une étude des pratiques des ménages quant aux offres de distribution.

Une réflexion transversale à partir des trois axes de recherche réinterrogera les modèles de localisation du commerce, dans un gradient urbain-rural. Rallet (2001b), dans un exercice de prospective, met en avant quatre scénarii possibles, dont une diffusion et une dispersion de l'offre commerciale dépassant le modèle centre-périphérie, que Rallet estime le plus probable. Il convient d'évaluer ces scénarii au regard de l'évolution territoriales des formes de distribution du commerce en Bourgogne

Bibliographie

Augereau, V., Dablanc, L., *et al.*, 2009, Les relais-livraison dans la logistique du e-commerce, l'émergence de deux modèles. *Cahiers scientifiques du transport*, Vol. 55, 63-95.

Dang Nguyen, G., 1999, Du commerce électronique à l'intermédiation électronique. In E. Brousseau, A. Rallet, editor, *Technologies de l'information et de la communication, organisation et performances économiques*. Paris: Commissariat Général au plan.

Durand, B., 2010, Quand la durabilité interpelle l'e-logistique, editor. Laboratoire d'Economie et de Management de Nantes Atlantique (LEMNA – EA 4272), Nantes, p. 26.

Gratadour, J.R., 2001, La logistique du commerce électronique. *Réseaux*, Vol. 106, 135-147.

Rallet, A., 2001a, Commerce électronique et localisation urbaine des activités commerciales. *Revue économique*, Vol. 52, 267-288.

Rallet, A., 2001b, Le commerce électronique et l'évolution des modèles de distribution et de production, *INSEE Méthodes*, n°97.

Résultats escomptés :

Les résultats escomptés dans les trois axes doivent permettre d'alimenter une réflexion transversale et de discuter un certain nombre d'hypothèses sur les effets des formes alternatives de distribution sur les disparités socio-spatiales d'accès à un certain nombre de produits.

Tout d'abord, une discussion doit être engagée sur le coût de la distribution à domicile, la difficulté de son organisation logistique et dans certains cas son faible niveau de satisfaction auprès des clients. Cela tend à ce que sa généralisation dans l'ensemble des territoires et pour l'ensemble des produits reste probablement illusoire. Seuls certains produits volumineux et/ou d'un prix plus élevé feront l'objet d'une distribution à domicile systématique, parce que les alternatives pour les clients ou les commerçants sont nulles. Au-delà de ce modèle, il est nécessaire de discuter l'hypothèse selon laquelle la livraison à domicile pourrait se développer comme une forme de distribution destinée aux plus aisés, où aux zones denses pour lesquelles l'organisation logistique est moins exigeante et coûteuse.

Ensuite, les tendances actuelles en termes de distribution semblent aller dans le sens du développement des relais-livraison. Le développement du modèle de relais-livraison pourrait aller dans le sens d'une diffusion

accrue des points de distribution et de ce fait à une diminution de la distance que l'utilisateur final doit parcourir pour prendre possession de son bien. Toutefois, il faut pour cela que ces nouveaux points de distribution ne se substituent pas, dans les territoires qui en sont peu ou pas dotés, aux commerces offrant les produits concernés. De ce point de vue, Rallet (2001a) fait l'hypothèse que le mouvement en cours tend vers un maillage plus fin des territoires du fait d'un affaiblissement relatif des pôles commerciaux centraux et périphériques. Ces concentrations de commerces se verraient affaiblies par la diffusion de lieux de distribution intermédiaires, des relais-livraison.

Enfin, les résultats viseront à discuter l'hypothèse selon laquelle, pour le consommateur, l'accessibilité à un grand nombre de biens sort nettement améliorée par la diversification des formes de distribution. En effet, si en moyenne les améliorations en temps, en distance et en termes de choix sont nettes, de nouvelles disparités socio-spatiales pourraient être issues de l'irruption des formes alternatives de distribution venant bousculer l'offre commerciale traditionnelle. Ainsi les personnes âgées ne sont pas les ménages les plus équipés en outils informatiques et Internet mais leur maîtrise de ces outils ne cesse pourtant de s'améliorer. Les ménages pauvres peuvent également pâtir d'un accès à Internet limité par le prix des abonnements ou d'un équipement déficient.

Calendrier prévisionnel de réalisation :

Notre programme de travail se structure autour des trois axes présentés et d'une réflexion transversale. Le travail transversal permettra aussi de lier les résultats obtenus par chacun des chantiers et de les replacer dans le contexte des études existantes sur l'accès au commerce. Les trois chantiers seront menés en parallèle, dans la mesure où aucun ne nécessite les résultats d'un autre pour démarrer.

La recherche portera sur plusieurs terrains bourguignons selon un gradient urbain-rural. Tout d'abord, l'aire urbaine dijonnaise, soit plus de 200 communes de Côte d'Or, concentrant une offre commerciale importante avec de fortes disparités territoriales entre les communes de l'espace central et celles périurbaines. Le second terrain portera sur Chalon-sur-Saône, une aire urbaine de petite taille, à la fois trop proche de Dijon et de Lyon, pour avoir développé un appareil commercial et logistique indépendant et trop éloignée de ces aires urbaines pour profiter aisément de l'offre commerciale qui y est localisée. Enfin un terrain rural sera étudié parce que les questions d'accessibilité y sont souvent les plus vives.

	Semestre 1	Semestre 2	Semestre 3	Semestre 4
Axe 1	- Bibliographie - Acquisition de données - Définition de la base de données d'offre	- Relevés d'informations sur internet - Relevés terrain - Saisie des données	- Cartographie - Analyse statistique - Calculs d'accessibilité	- Rédaction du rapport d'axe
Axe 2	- Bibliographie - Recensements des acteurs de la distribution - Définition de la grille d'entretien	- Entretiens	- Transcriptions par un prestataire externe spécialisé - Analyse des entretiens	- Rédaction du rapport d'axe
Axe 3	- Bibliographie - Choix des terrains - Définition du questionnaire - Début passation du questionnaire	- Fin passation questionnaire - Traitement du questionnaire - Définition de la grille d'entretien - Premiers entretiens	- Poursuite des entretiens - Transcriptions par un prestataire externe spécialisé - Analyse des entretiens	- Rédaction du rapport d'axe
Travail transversal		- Séminaire d'étape	- Séminaire ouvert sur les enjeux socio-spatiaux des nouvelles formes de distribution du commerce	- Rédaction du rapport final

Livrables proposés :

- Un rapport de recherche sera remis en à l'issue du projet, présentant l'ensemble des résultats obtenus dans le cadre des trois chantiers de travail et du travail transversal.
- Un séminaire ouvert sur les enjeux socio-spatiaux de l'électronisation du commerce sera organisé à Dijon, avec la publication d'actes.
- Une plateforme de recherche en ligne sera mise en place. Elle permet en particulier la consultation de

cartes et de statistiques réalisées dans le cadre du chantier « diagnostic territorial » et constitue de fait un outil d'information sur la localisation et l'accessibilité géographique aux différentes formes de distribution.

FICHE INVESTISSEMENTS FABER

Responsable scientifique

ANTOINE MARSAC

Argumentaire scientifique à joindre en fichier annexe

Eligibilité de l'opération au CPER
régime fiscal

oui
 HT

non
 TTC

DEPENSES PREVISIONNELLES (HT ou TTC)		<i>Montants suivant devis</i>	RÉCETTES PREVISIONNELLES	<i>Montants prévus</i>
<i>ordre de priorité</i>			<i>Financements (à détailler)</i>	
1	Achat d'enregistreurs	3 000 €	Subvention demandée	
2			autres sources de financement à préciser :	
3				
4				
5				
...n				
			autofinancement	
TOTAL		3 000 €	TOTAL	0

PIECES A FOURNIR :

- ☞ Si dépenses en TTC, attestation de non récupération de
- ☞ Devis (1 par appareil) datant de moins de six mois et numérotés.
- ☞ Lettre(s) d'engagement de cofinancement ou autofinancement

Fiche CONTRAT D'ETUDE : BUDGET PREVISIONNEL

⇒ Regrouper sur cette fiche les coûts internes de l'opération

Responsable scientifique du contrat d'étude :

Antoine MARSAC

Préciser si 2e tranche contrat d'étude 2010 ou nouvelle opération

Intitulé de l'opération :

Valorisation territoriale du Parc naturel régional du Morvan par le tourisme et les loisirs sportifs

régime fiscal

 TTC

Argumentaire scientifique à joindre en fichier annexe

CHARGES	MONTANT EN EUROS	PRODUITS	MONTANT EN EUROS
I. Charges directes affectées à l'action		I. Ressources directes affectées à l'action	
60 - Achat		70 - Vente de produits finis, prestations de services, marchandises	
Prestations de services (dont sous traitance)			
Achats matières et fournitures	8000 Euros		
Autres fournitures (dont dépenses de petits équipements)			
		74- Subventions d'exploitation	
Locations		Etat: (précisez le(s) ministère(s) sollicité(s))	
Entretien et réparation			
Assurance		Région(s):	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs		Département(s):	
Rémunérations intermédiaires et honoraires (dont stagiaires)			
Publicité, publication	4 000 €	Commune(s):	
Déplacements, missions	3 000 €		
Services bancaires, autres		Organismes sociaux (à détailler) :	
63 - Impôts et taxes		Fonds européens	
Impôts et taxes sur rémunération		Agence de service et de paiement (emploi aidés)	
Autres impôts et taxes		Autres aides, dons ou subventions affectées	
64- Charges de personnel			
Rémunération des personnels			
Charges sociales		75 - Autres produits de gestion courante	
Autres charges de personnel			
Total des charges		Total des produits	
66- Emploi des contributions volontaires en nature		87- Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	15 000 €	TOTAL	

PIECES A FOURNIR :

- ⇒ Devis de sous-traitance
- ⇒ Devis des petits équipements
- ⇒ Consommables : liste descriptive et estimation des montants
- ⇒ Lettres d'engagement de cofinancement/autofinancement

*

Fiche **CONTRAT D'ETUDE : BUDGET PREVISIONNEL**⇒ **Regrouper sur cette fiche les coûts internes de l'opération**

Responsable scientifique du contrat d'étude :	Antoine MARSAC	
Préciser si 2 ^e tranche contrat d'étude 2010 ou nouvelle opération		
intitulé de l'opération :	Valorisation territoriale du Parc naturel régional du Morvan par le tourisme et les loisirs sportifs	
régime fiscal	<input checked="" type="checkbox"/> TTC	

Argumentaire scientifique à joindre en fichier annexe

CHARGES	MONTANT EN EUROS	PRODUITS	MONTANT EN EUROS
I. Charges directes affectées à l'action		I. Ressources directes affectées à l'action	
60 - Achat		70 - Vente de produits finis, prestations de services, marchandises	
Prestations de services (dont sous traitance)			
Achats matières et fournitures	8000 Euros		
Autres fournitures (dont dépenses de petits équipements)			
		74- Subventions d'exploitation	
Locations		Etat: (précisez le(s) ministère(s) sollicité(s))	
Entretien et réparation			
Assurance		Région(s):	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs		Département(s):	
Rémunérations intermédiaires et honoraires (dont stagiaires)			
Publicité, publication	4 000 €	Commune(s):	
Déplacements, missions	3 000 €		
Services bancaires, autres		Organismes sociaux (à détailler) :	
63 - Impôts et taxes		Fonds européens	
Impôts et taxes sur rémunération		Agence de service et de paiement (emploi aidés)	
Autres impôts et taxes		Autres aides, dons ou subventions affectées	
64- Charges de personnel			
Rémunération des personnels			
Charges sociales		75 - Autres produits de gestion courante	
Autres charges de personnel			
Total des charges		Total des produits	
86- Emploi des contributions volontaires en nature		87- Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	15 000 €	TOTAL	

PIECES A FOURNIR :

- ⇒ Devis de sous-traitance
- ⇒ Devis des petits équipements
- ⇒ Consommables : liste descriptive et estimation des montants
- ⇒ Lettres d'engagement de cofinancement/autofinancement

*

C1 PROGRAMME FABER)

Intitulé du programme : Valorisation territoriale du Parc naturel régional du Morvan par le tourisme et les loisirs sportifs

CHERCHEUR OU ENSEIGNANT CHERCHEUR ACCUEILLI :

Nom Prénom	Antoine MARSAC, Mcf
Unité de recherche	Laboratoire SPMS EA 4180
Equipe interne	Tourisme et loisirs sportifs
Coordonnées mail	antoine.marsac@u-bourgogne.fr
Coordonnées tel et fax	03.80.39.90.11

LISTE NOMINATIVE DES PARTICIPANTS A L'OPERATION

Etablissement	Nom Prénom	Grade et fonctions	Temps de travail dédié à la réalisation du programme scientifique en % d'ETP
UFR STAPS	Antoine MARSAC	MCU	192 H
UFR STAPS	Patrick Bouchet	PR -	192 H

- Présentation du programme scientifique faisant l'objet de la demande : objectifs visés

Ce projet vise à mieux comprendre l'offre de tourisme et de loisirs sportifs dans le territoire du Parc naturel régional du Morvan. Des formes de tourisme sportif contemporaines se caractérisent par les déplacements hors du lieu de résidence à des fins itinérantes et de découverte des sports de nature (canoë, escalade...). Un travail d'enquête sur le terrain sera mené pour comprendre les logiques d'offre et les mécanismes de « mise en tourisme » du territoire par les loisirs sportifs. Les usages des espaces naturels par les touristes étrangers, les usages du PNR par les Bourguignons doivent être restitués à l'aune des enjeux sociaux et des contraintes de ce territoire à dominante rurale. Les activités récréatives contribuent à forger l'image du PNR. La modification du paysage, la cohabitation entre habitants du Parc et touristes et les conflits qu'elle génère seront analysés. Ceci a pour but de montrer que les activités récréatives contribuent à forger l'image du PNR. Cette problématique sera par ailleurs impactée par la dynamique collective en cours, sous l'impulsion du Comité Régional du tourisme, partie prenante du projet. Cette approche interdisciplinaire repose sur une méthodologie alliant les sciences sociales (sociologie et ethnologie) et les sciences de gestion (gestion et marketing).

Les quatre départements de la Région seront investigués à travers quatre sites d'enquête : Saulieu (21), Saint-Brisson (58), Saint-Père sous Vézelay (89) et Le Mont Beuvray-Le Haut-Folin (58 et 71).

Enfin, la restructuration de l'équipe autour d'un axe le tourisme et les loisirs sportifs en milieu rural (4 chercheurs dont un PU).

Résultats escomptés :

L'enquête aboutira à un état des lieux stratégique du PNR. Elle reposera sur un inventaire des activités dans le domaine du tourisme et des loisirs sportifs de nature. De plus, une cartographie des potentialités du territoire sera menée. Seront collectés : prestataires, clubs et collectivités territoriales. Cela servira à la direction du PNR pour établir un bilan plus étayé.

Calendrier prévisionnel de réalisation :

L'acquisition de matériel (vidéo, enregistreurs) sera une condition indispensable à la réalisation des enquêtes de terrain. De plus, une approche interdisciplinaire opérant à une étude de type « état des lieux de 2012 », une photographie socio-économique des potentialités du PNR sera menée au cours de l'année 2012. A la fin de cette année, des entretiens approfondis permettront de mener un diagnostic de l'existant et déboucheront sur des préconisations en matière de stratégies territoriales.

Autres informations

Ce projet s'inscrit dans un programme de recherche portant sur une comparaison internationale avec la ville de Taipei et un Parc naturel taïwanais porté par Patrick Bouchet (PU Laboratoire SPMS EA 4180). En somme, l'étude comparative entre les deux parcs permettra de mettre en évidence la spécificité des espaces naturels et des potentialités touristiques.

CREDITS REGIONAUX : programme FABER

Identité et grade du bénéficiaire du programme FABER :		Antoine MARSAC, Maître de conférences
Date de nomination dans un établissement de recherche en Bourgogne :		1/09/10 (titularisation 1/09/11)
Coordonnées professionnelles	mail	Antoine.marsac@u-bourgogne.fr
Unité d'accueil :	tel/fax	03-80-39-90-11
	adresse postale	Faculté des Sciences du Sport- Université de Bourgogne- Campus Universitaire BP27877- 21078 DIJON Cedex Faculté des Sciences du Sport- Université de Bourgogne- Campus Universitaire BP27877- 21078 DIJON Cedex Faculté des Sciences du Sport- Université de Bourgogne- Campus Universitaire BP27877- 21078 DIJON Cedex UFR STAPS campus de Monmuzard

L'argumentaire du projet scientifique est à joindre dans un fichier annexe

<p>nota</p> <ul style="list-style-type: none"> - Equipements, pour faire une demande de subvention, utilisez une fiche Equipements - Fonctionnement (contrat d'étude), pour faire une demande de subvention : utiliser une fiche contrat d'étude - Allocation de Thèse, pour faire une demande de subvention : utiliser une fiche D distincte - Allocation Post-doctorale, pour faire une demande de subvention: utiliser une fiche E distincte
--

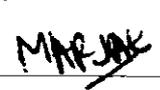
<p>PIECES A FOURNIR :</p> <ul style="list-style-type: none"> - arrêté de nomination et CV de l'enseignant chercheur ou du chercheur

Le Bénéficiaire du programme FABER s'engage à maintenir en Bourgogne les matériels financés et à apposer sur tous les supports financés le logo de la région Bourgogne

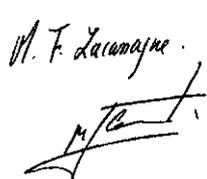
Le Bénéficiaire du programme FABER s'engage à rester en Bourgogne le temps de l'opération financée.

Signatures

Le bénéficiaire du programme FABER



Le Directeur de l'Unité de recherche



Fiche E : allocation post-doctorale

Responsable scientifique : Rachel Guillain

Intitulé des travaux : Interactions multi-niveaux dans les régions européennes : quels impacts sur le développement économique ?

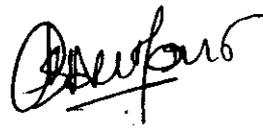
Durée prévisionnelle du séjour : en mois 12 mois

Date prévisionnelle de prise de fonctions : jj/mm/aa oct-12

critères d'éligibilité d'un candidat à une position post doctorale : se référer au règlement d'intervention "Jeunes Chercheurs"

Typologie	Cofinancement (montant)	Cofinancement (origine)	Demande de subvention	Coût total
E3 Région- Etablissement d'enseignement supérieur et de recherche et organismes de recherche hors partenariat		Joindre la lettre d'engagement du cofinanceur	42 000	42 000 €

avis et signature du directeur de l'unité de recherche



Avis très favorable

PIECES A FOURNIR :
au dépôt de la demande

puis, si la demande est soutenue :
informations nécessaires à la rédaction de la convention financière

- argumentaire scientifique et lettres d'engagement des co-financeurs**

 - ⇒ justificatif de la publicité de l'offre de position post doctorale
 - ⇒ lettre d'accueil du directeur de laboratoire précisant la durée du contrat, la date de prise de fonctions et la date de fin de fonctions
 - ⇒ CV du candidat retenu
 - ⇒ attestation de doctorat
 - ⇒ engagement du candidat
 - ⇒ le cas échéant, copie de la convention d'accueil permettant l'obtention du titre de séjour

E : ALLOCATION POST-DOCTORALE

Opération de recherche : **Interactions multi-niveaux dans les régions européennes : quels impacts sur le développement économique ?**

Argumentaire du sujet (2 pages maximum) :

S'il est admis dans la littérature que les villes concentrent un ensemble de facteurs de croissance (économies d'agglomération, capital humain, R&D et d'une manière générale les activités intensives en connaissance...), la prise en compte de la structure des interactions entre les villes n'a pas encore été considérée. Ainsi, ce projet consiste donc à étudier le rôle des villes dans la croissance économique mais aussi à établir comment l'organisation urbaine des territoires est un facteur de croissance.

Les théories de l'économie urbaine permettent de tenir compte du caractère fortement urbanisé de l'Union Européenne et d'affiner l'analyse des disparités économiques et des processus de croissance (Bertinelli, Black, 2004 ; Henderson, 2005). Les approfondissements que nous proposons renvoient en particulier aux schémas de diffusion spatiale des innovations, mis en évidence par exemple par Anselin, Varga et Acs (1997) et Feldman et Audrestch (1999), qui sont fortement associés à l'armature urbaine des territoires et aux processus de croissance localisée. Par ailleurs, la géographie du système de villes a fait, quant à elle, l'objet de peu d'études. L'accent a été principalement mis sur les modalités de la croissance des villes (Acs, 2006). En mettant l'accent sur le rôle de la localisation relative des villes entre elles et la croissance de la population, Dobkins et Ioannides (2001) montrent, à l'échelle des villes américaines, que la croissance d'une ville est corrélée positivement à la croissance des villes voisines. Les travaux de Anas et Xiong (2003) offrent des résultats importants car ils distinguent les effets de différents types de coûts selon la nature des biens échangés - biens manufacturés ou services - sur la structure économique des villes. Ces éléments constituent une première base de réflexion qui doit être développée et réfléchie dans le cadre européen.

Ces cadres théoriques apportent ensemble des enseignements sur les formes d'interactions entre les territoires, le rôle et la nature des coûts de transport, la structure économique des territoires et leur croissance. Elles n'offrent pas cependant un cadre théorique unifié et ne font l'objet d'une approche empirique globale. Ces deux points restent un challenge pour l'économie régionale comme l'ont souligné Behrens et Thisse (2007). C'est dans ce challenge que s'inscrit ce projet.

Par ailleurs, la politique européenne s'inscrit la promotion d'un développement équilibré et sur la réduction des disparités spatiales. Dans ce contexte, les objectifs de notre recherche sont d'intégrer dans le modèle de croissance, d'une part les interactions multi-niveaux unissant les territoires urbains et les autres régions, et d'autre part les interactions issues de proximités diverses. L'organisation spatiale, l'organisation fonctionnelle et l'organisation institutionnelle du territoire européen sont ainsi intégrées et leur impact sur la croissance régionale évaluée.

La structure formelle des modèles de croissance néoclassique incorporant les interactions économiques a été construite par Ertur et Koch (2007) dans un cadre national. Pour appliquer cette structure au cas des régions, nous proposons d'utiliser la méthodologie développée dans un cadre urbain par Glaeser et al (1992) et Glaeser et al. (1995). Ainsi, pour expliquer la croissance de l'emploi des villes, les auteurs stipulent que la technologie de production dépend d'une composante locale et d'une composante nationale (Glaeser et al, 1992). La

composante nationale est une mesure de la croissance de l'emploi dans le reste du pays. La composante locale dépend des différentes externalités technologiques liées au degré relatif de concentration industrielle, à la spécialisation ou à la diversité des activités économiques comme aux conditions socio-économiques. En intégrant les structures d'interactions entre les régions, nous proposons de faire dépendre la technologie de production d'une région, de ses propres caractéristiques, mais également des technologies de production des autres régions, c'est-à-dire également des caractéristiques des autres régions.

Au-delà, la prise en compte des schémas d'interactions propres aux réseaux urbains, le rôle des interactions entre les espaces urbains et les espaces ruraux pourra être examiné et la manière dont les dynamiques des territoires ruraux sont associées à celles des régions urbaines sera évaluée. Ainsi, ce programme de recherche permettra de généraliser la prise en compte d'un territoire *leader* pour l'ensemble des régions à la prise en compte pour les régions rurales de « *leader* » locaux représentés par les villes proches.

Dans la mesure où des formes variées de « proximité » peuvent être utilisées, nous pourrons également relier les études sur les dynamiques sectorielles aux études sur la croissance économique des régions européennes. Deux directions sont possibles. 1/ Identifier des régimes spatiaux sur les typologies sectorielles des régions et intégrer ces régimes dans l'estimation de la croissance des régions. 2/ Réaliser une analyse sur les étapes de diversification sectorielles des régions européennes en liaison avec le développement économique de ces régions en appliquant la méthodologie d'Imbs et Wacziarg (2003).

Quels sont les résultats attendus pour la réalisation du projet intégré ?

Ces travaux permettront de traiter la question des interactions multi-niveaux au sein de l'Union européenne. L'approche en termes de graphe devrait permettre de construire une méthode générale à partir de laquelle deux types d'analyses nous semblent essentiels : 1/ préciser les échelles d'interactions en termes de réseaux unissant les territoires urbains similaires (réseaux des villes globales d'une part et réseaux métropolitains des *Polycentric Urban Regions* d'autre part...) et 2/ préciser les échelles d'interactions de hiérarchie (selon la terminologie des théories des lieux centraux : structures d'interactions entre les régions proches de rangs différents) entre la métropole et les espaces alentours.

Informations sur le co-financeur potentiel

Modalités de recrutement du post-doctorant et profil souhaité :

Publicité de l'offre de position post-doctorale : Nous ferons une publicité via l'Association Française de Sciences Economiques, l'Association Française de Science Régionale et les réseaux nationaux et internationaux de chercheurs que nous connaissons. Nous profiterons des colloques pour faire des annonces et rencontrer des jeunes chercheurs qui ont soutenu ou soutiendront prochainement leur thèse.

Profil du jeune chercheur : Le candidat doit avoir une thèse soutenue dans le champ de l'économie géographique avec une composante empirique mobilisant l'économétrie spatiale.